

**ROYAUME DE BELGIQUE**

Intervention de

S.E. Mme Karen Van Vlierberge, Ambassadeur,  
Représentant permanent adjoint  
de la Belgique auprès des Nations Unies

**Débat UNISFA  
au Conseil de Sécurité**

New York, 24/10/2019

---

Monsieur le Président,

Je remercie le Secrétaire Général Adjoint aux opérations de paix, M. Jean-Pierre Lacroix, et l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général pour la Corne de l'Afrique, Parfait Onanga, pour leurs présentations éclairantes.

Nous sommes conscients de l'actualité politique au Soudan et au Soudan du Sud, et la question d'Abyei ne peut en être isolée. La Belgique continue à suivre les développements de très près.

Nous adressons tous vœux de réussite aux nouvelles autorités soudanaises, dans les missions essentielles qu'elles devront remplir, comme indiqué dans la Déclaration constitutionnelle du 17 août. Nous saluons les priorités définies par le Premier Ministre, Abdalla Hamdok, lors de ses interventions ici à NY durant la semaine de haut niveau.

Au Soudan du Sud, nous exhortons les parties prenantes à progresser rapidement sur les questions clés dans la mise-en-œuvre du processus de paix, en particulier la mise en place des dispositifs de sécurité, le statut de Juba, la finalisation des limites internes, et la libération complète des fonds de mise en œuvre annoncés par le gouvernement.

Nous notons que la situation en matière de sécurité dans la zone d'Abyei demeure fragile, avec des tensions intercommunautaires, une augmentation des incidents de criminalité, et la présence des groupes armés dans la région. La pauvreté généralisée, le chômage, l'insécurité dans les zones voisines de la région d'Abyei et l'absence d'institutions fonctionnelles de gouvernance et d'état de droit ne font qu'aggraver la situation. Quelques 202.000 personnes vulnérables continuent d'avoir besoin d'aide humanitaire.

Nous partageons l'analyse du Secrétaire Général selon laquelle le maintien de la présence de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) demeure crucial. Nous prenons note des deux options proposées par le SG dans son rapport et nous nous réjouissons d'une discussion fructueuse au sein du Conseil.

Je souhaite souligner deux points: (1) la nécessité d'une solution politique et(2) le rôle de FISNUA à cet égard ;

Monsieur le Président,

1.

La stabilité dans la région d'Abyei demeure notre objectif principal. La responsabilité principale de la mise en œuvre des accords de 2011 et 2012 revient aux Gouvernements des deux pays. Mais force est de constater que seulement très peu de progrès a été fait dans la tenue des engagements convenus par les parties depuis avril dernier. Le Conseil de sécurité doit encourager les Gouvernements soudanais et sud-soudanais à continuer le dialogue et, à plus long terme, élaborer une solution politique qui permette le règlement du statut final de la zone d'Abyei et des autres litiges frontaliers.

Monsieur le Président,

2.

Comme le nom de la mission indique, la FISNUA a été établie comme force intérimaire de sécurité en 2011. Ce Conseil doit veiller à ce que le différend entre le Soudan et le Soudan du Sud au sujet d'Abyei et de la région frontalière ne devienne un autre conflit gelé. Nous appelons les parties à faciliter les opérations de la mission, y compris la délivrance des visa et le renforcement de la composante civile à la mission, en vue de faciliter la redynamisation du processus politique pour pouvoir travailler à une perspective de stratégie de sortie, en temps opportun.

Monsieur le Président, il n'existe pas d'autre option que le dialogue pour résoudre la question d'Abyei. La présence de la FISNUA reste cruciale mais elle ne peut pas se substituer au rôle de l'État. Le Conseil doit veiller à ce que la mission dispose de ressources nécessaires pour contribuer à remédier aux causes du conflit et à assurer la stabilité à long terme du Soudan et du Soudan du Sud.

Je vous remercie, Monsieur le Président.